

## L'ONU parle de crime contre l'humanité en Guinée

@rib News, 22/12/2009 â€“ Source Reuters Le massacre de plus de 150 opposants par les forces de sÃ©curitÃ© guinÃ©ennes le 28 septembre dans un stade de Conakry relÃ©ve du crime contre l'humanitÃ© et la responsabilitÃ© du prÃ©sident Moussa Dadis Camara est directement engagÃ©e, estime l'ONU dans un rapport. Le rapport a Ã©tÃ© remis samedi au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies par une commission d'enquÃªte de l'ONU sur ces massacres.

"La commission considÃ©re qu'il existe des raisons suffisantes de prÃ©sumer une responsabilitÃ© pÃ©nale directe du prÃ©sident Moussa Dadis Camara", lit-on dans un extrait du rapport qui Ã©voque "une forte suspicion de crime contre l'humanitÃ©". Les trois rapporteurs dÃ©crivent non pas une journÃ©e d'affrontements politiques qui aurait mal tournÃ©, mais une sÃ©rie de tueries "systÃ©matiques", de viols et d'actes de torture "organisÃ©s" contre une partie de la population. Ils rÃ©clament la saisine de la Cour pÃ©nale internationale et nomment plusieurs personnes de l'entourage direct de Moussa Dadis Camara comme prÃ©sumÃ©es responsables, avec lui, de ces crimes contre l'humanitÃ© commis pendant trois jours pour intimider tous ceux qui contestaient l'intention du chef de la junte militaire au pouvoir depuis 2008 de se prÃ©senter Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle de 2010. Moussa Dadis Camara, qui nie toute implication, a Ã©tÃ© agressÃ© le 3 dÃ©cembre par un de ses lieutenants qui a dit craindre d'Ãªtre tenu pour responsable de ce bain de sang. Il est depuis hospitalisÃ© au Maroc et son Ã©tat de santÃ© demeure un secret d'Etat en GuinÃ©e. Parmi les personnes incriminÃ©es figurent l'auteur de cette agression, Aboubacar "Toumba" DiakitÃ©, et un autre alliÃ© de Camara, Claude Pivi. Le ministre de la DÃ©fense Sekouba KonatÃ©, qui dirige les affaires du pays en l'absence de Camara, est Ã©galement citÃ© dans le rapport mais il est prÃ©cisÃ© qu'une enquÃªte devra dÃ©terminer son degrÃ© d'implication dans les violences. A Conakry, le ministre guinÃ©en des Communications, Idriss ChÃ©rif, a dÃ©clarÃ© ne pas avoir Ã©tudiÃ© le rapport de l'ONU, mais il a dÃ©noncÃ© des manquements de la procÃ©dure dans la faÃ§on dont ce document a Ã©tÃ© diffusÃ©. "J'ai l'impression que certains veulent accÃ©lÃ©rer les choses comme s'il s'agissait d'une course contre la montre. Ce n'est pas normal", a-t-il dit. L'ONG amÃ©ricaine Human Rights Watch, qui a publiÃ© la semaine derniÃ©re les rÃ©sultats d'une enquÃªte menÃ©e en octobre, assure que Moussa Dadis Camara est impliquÃ© dans l'organisation de cette tuerie. Des militaires avaient ouvert le feu sur la foule rassemblÃ©e dans le grand stade de la capitale pour protester contre le rÃ©gime au pouvoir, faisant 157 morts et un millier de blessÃ©s selon une association locale de dÃ©fense des droits de l'homme. La France soupÃ§onne aussi le capitaine Moussa Dadis Camara d'avoir, de prÃ©s ou de loin, participÃ© Ã la dÃ©cision d'ouvrir le feu. Selon le rapport de l'ONU, Ã©tabli Ã partir de 687 entretiens rÃ©alisÃ©s en GuinÃ©e fin novembre et dÃ©but dÃ©cembre, au moins 109 femmes et filles ont Ã©tÃ© victimes de viols rÃ©pÃ©tÃ©s, de mutilation sexuelle et de sÃ©questration. Des centaines d'autres personnes ont Ã©tÃ© torturÃ©es. A Rabat, le ministre marocain des Affaires Ã©trangÃ©res, Taieb Fassi Fihri, a dÃ©clarÃ© que le capitaine Camara restait hospitalisÃ©. "Nous n'avons rien Ã ajouter pour l'instant", a-t-il dit. NdIRÃ : La Commission d'enquÃªte internationale est composÃ©e de trois membres : l'ancien ministre algÃ©rien Mohamed Bedjaoui, qui la prÃ©side, FranÃ§oise Kayiramirwa (Burundi) et Pramila Patten (Ile Maurice).